

Directeur de Publication **Rostant TANE**

# Economic Risk MONITOR

Novembre 2025

[www.mediaintelligence.fr](http://www.mediaintelligence.fr)



## **Cameroun** Diagnostic et Analyse des Risques Économiques et Managériaux

**FOCUS**  
DE LA REDACTION  
**eneo**  
nationalisée

Pp9-10

**Opportunité du mois**



Lisez dans votre smartphone





## *Le mois de novembre 2025 marque un tournant pour l'économie camerounaise*

**Rostant TANE**, CEO MEDIA INTELLIGENCE Sarl

**L**e mois de novembre 2025 marque un tournant pour l'économie camerounaise, avec un État qui reprend la main sur plusieurs fronts, tout en jonglant avec des contraintes budgétaires et sociales de plus en plus visibles. La prestation de serment du président de la République, assortie d'un agenda axé sur la réforme du code des investissements, le soutien aux TPE/PME, l'emploi des jeunes et la lutte contre la corruption, fixe un cap résolument interventionniste, dans un contexte où la demande de résultats concrets est forte.

Au cœur de ce numéro, trois signaux structurants retiennent l'attention : la renationalisation d'ENEO et le recentrage de l'État sur la souveraineté énergétique, la transformation prudentielle du secteur bancaire sous l'impulsion de la COBAC, et la recomposition en cours de plusieurs chaînes de valeur clés, de l'agro-industrie au numé-

rique. La reprise d'ENEO par l'État, le relèvement du capital minimum des banques à 25 milliards FCFA et la montée en puissance d'Orange avec plus de 50% de parts de marché mobile illustrent un mouvement de concentration et de recentrage des pouvoirs économiques qui reconfigure les rapports de force entre public, privé et consommateurs.

Dans ce contexte, l'objectif de ce numéro est double : proposer une lecture analytique des faits marquants du mois et offrir aux décideurs publics, entreprises et investisseurs une grille de lecture des risques et opportunités à court et moyen termes. L'approche PESTEL et l'analyse de scénarios permettent de dépasser le commentaire conjoncturel pour éclairer les décisions stratégiques, dans un environnement où la qualité de l'exécution des réformes sera plus déterminante que jamais pour contenir le risque pays.

## 2. Résumé exécutif

**L**'économie camerounaise achève 2025 sur une croissance modérée, principalement tirée par les secteurs non pétroliers (industrie, agriculture, télécoms, services financiers), mais contrainte par une forte pression budgétaire. Le financement du budget 2026 (8 816 milliards FCFA) reposera sur un endettement additionnel de 3 104 milliards FCFA, accentuant le poids de la dette publique et le risque de crowding-out du secteur privé. L'inflation demeure contenue à 2,8% en glissement annuel en octobre 2025, malgré une hausse mensuelle de 0,3% portée par l'alimentaire et les transports, soulignant la vulnérabilité du pouvoir d'achat.

Le mois est marqué par des décisions structurantes. La reprise d'ENEO, avec près de 800 milliards FCFA de dette transférée au bilan de l'État, renforce le risque macro-budgétaire tout en ouvrant une fenêtre de redressement du secteur énergétique. Le relèvement par la COBAC des exigences de capital bancaire à partir de 2026 engage le système financier dans une consolidation accélérée, susceptible de remodeler le paysage bancaire. Dans les télécoms, la domination d'Orange, au-delà de 50% de parts de marché, illustre une concentration accrue dans un secteur clé et résilient.

En parallèle, plusieurs fragilités persistent : recul marqué des exportations de bananes, tensions dans la filière sucre et risques d'insécurité alimentaire affectant jusqu'à 2 millions de personnes d'ici mi-2026. Les risques immédiats portent sur la qualité du service électrique et les pressions inflationnistes, tandis que les risques structurels concernent l'alourdissement de la dette publique, la consolidation bancaire forcée et l'érosion des recettes pétrolières.

Des opportunités subsistent néanmoins dans l'énergie, l'industrie et le numérique. Les projets CSTAR à Kribi, Camtext et l'extension des infrastructures télécoms en zones rurales offrent des leviers de substitution aux importations, de création d'emplois et

### 3 104 Mds FCFA

Pression Budgétaire : Montant de l'endettement additionnel nécessaire pour équilibrer le budget 2026 (estimé à 8 816 milliards FCFA)

### 25 Mds FCFA

Mutation Bancaire : Nouveau seuil de capital minimum exigé par la COBAC dès 2026. Un défi majeur sachant que 77 % des banques ne satisfont pas encore ce critère

### 800 Mds FCFA

Risque Souverain : Dette globale d'ENEO transférée de facto au bilan de l'État suite au rachat des parts d'Actis, accentuant le risque macro-budgétaire.

### - 45,5 %

Alerte Exportations : Chute brutale des exportations de bananes en novembre 2025, marquant une crise majeure pour la compétitivité et les recettes en devises.

### 50,08 %

Domination Numérique : Part de marché désormais détenue par Orange Cameroun, confirmant une concentration accrue du secteur des télécoms au détriment de la concurrence.

d'intégration économique. L'enjeu central demeure la capacité de l'État à transformer ces annonces en exécution crédible, et celle des entreprises à ajuster leurs stratégies pour capter la croissance tout en maîtrisant le risque pays.

# Sommaire

|                                             |              |
|---------------------------------------------|--------------|
| <b>3. ACTUALITÉ DU MOIS (Novembre 2025)</b> | <b>5</b>     |
| 3.1. Faits Majeurs                          |              |
| 3.2. Dynamiques Clés Observées              |              |
| <b>4. FOCUS SPÉCIAL : REPRISE ENEO</b>      | <b>8-9</b>   |
| <b>5. SITUATION MACRO ÉCONOMIQUE</b>        | <b>10-11</b> |
| 5.1. Conjoncture générale                   |              |
| 5.2. Facteurs de stress                     |              |
| 5.3. Indicateurs clés                       |              |
| <b>6. ANALYSE SECTORIELLE</b>               | <b>12-13</b> |
| 6.1. Banques et Finances                    |              |
| 6.2. Transports et logistique               |              |
| 6.3. Énergie & hydrocarbures                |              |
| 6.4. Agro-industrie & marchés alimentaires  |              |
| 6.5. Télécommunications & numérique         |              |
| 6.6. Commerce & consommation                |              |
| <b>7. ANALYSE DES RISQUES ÉCONOMIQUES</b>   | <b>14</b>    |
| 7.1. Risques Immédiats                      |              |
| 7.2. Risques Intermédiaires                 |              |
| 7.3. Risques Structurants                   |              |
| <b>8. RECOMMANDATIONS MANAGÉRIALES</b>      | <b>16</b>    |
| 8.1. Pour le secteur public                 |              |
| 8.2. Pour les entreprises                   |              |
| 8.3. Pour les ménages                       |              |
| 8.4. Pour les investisseurs                 |              |
| <b>MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE</b>               | <b>16</b>    |
| Approche : PESTEL + Scenario Analysis       |              |
| Exploitation des sources                    |              |
| <b>ANNEXES</b>                              | <b>18</b>    |
| <b>GLOSSAIRE</b>                            |              |

## 3. Actu du mois

|                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Prestation de serment du président de la république du Cameroun S. E Paul Biya                                                                                                                                                  | Il annonce comme priorités du mandat, la réforme du code des investissements, le soutien accru aux TPE/PME, la création d'une banque de développement rural, une lutte renforcée contre la corruption, et un accent particulier sur l'emploi des jeunes et la protection des femmes. |
| Reprise d'ENEO par l'État (rachat des 51% d'Actis pour 78 milliards de FCFA).                                                                                                                                                   | Changement de contrôle dans un secteur vital. Les attentes sont grandes vu le besoin croissant.                                                                                                                                                                                      |
| La COBAC relève le capital minimum des banques à 25 milliards FCFA (contre 10 milliards) et des établissements financiers à 4 milliards FCFA (contre 1 milliard) avec mise en œuvre progressive de janvier 2026 à décembre 2028 | Renforcement de la capitalisation ; Risque de fusions-acquisitions ; Alignement avec les autres banques centrales africaines                                                                                                                                                         |
| Orange capte 50 % du marché mobile et creuse l'écart avec MTN d'après les données de l'observatoire annuel 2024 de l'ART.                                                                                                       | Orange a officiellement dépassé MTN pour devenir numéro 1 du marché mobile en termes de parts de marché.                                                                                                                                                                             |
| Le Cameroun doit s'endetter à hauteur de 3 104 milliards FCFA pour équilibrer son budget en 2026                                                                                                                                | L'Etat camerounais va mobiliser plusieurs instruments financiers et lever des appuis budgétaires auprès des partenaires multilatéraux.                                                                                                                                               |
| Sosucam lance la campagne sucrière 2025-2026 et demande au gouvernement de suspendre les importations de sucre                                                                                                                  | Tension dans la filière sucre ; production nationale (70-85 000 tonnes) loin de couvrir la demande (300 000 tonnes) ; risque de continuité des importations malgré les demandes du producteur local                                                                                  |
| Exportations de bananes chutent de 45,5% en novembre 2025                                                                                                                                                                       | Crise majeure du secteur bananier ; perte de devises étrangères ; fragilisation de la compétitivité de première production agricole camerounaise                                                                                                                                     |
| Phase opérationnelle du projet d'électrification numérique : 328 sites 3G programmés dans les zones rurales blanches                                                                                                            | Réduction de la fracture numérique et couverture de zones enclavées                                                                                                                                                                                                                  |
| Lancement des ventes promotionnelles de fin d'année à Yaoundé (Boulevard du 20-Mai) jusqu'au 10 janvier 2026, avec caravanes en régions                                                                                         | Stimulation de la demande en période festive et dynamisation du commerce de détail et de la grande consommation                                                                                                                                                                      |

L'inflation mensuelle progresse de 0,3% (hausse des produits alimentaires +0,6% et services de transport +4,2%) ; inflation annuelle de 2,8%

La SNH signe avec BGFI Cameroun une convention pour mobiliser 210 millions USD (120 milliards FCFA) pour la raffinerie CSTAR de Kribi

Révision à la baisse des prix de référence du pétrole (66,94 USD/baril contre 72,84 USD) et prévisions de production révisées

Autoroute Yaoundé-Nsimalen : un emprunt de 154 Mds Fcfa pour relancer la section urbaine

Fitch confirme la note « B » du Cameroun et maintient une perspective négative

Le gouvernement dévoile un projet cotonnier pour reconstruire la chaîne de valeur du coton

Pressions inflationnistes persistantes dans l'alimentaire et le transport ; disparités régionales entre 2,5% (Bertoua) et 4,8% (Bamenda) ; impact sur le pouvoir d'achat des ménages

Réduction attendue de 30% des importations de carburants et économies de 400 milliards FCFA par an avec une contribution estimée à près de 1 % du PIB.

Impact budgétaire négatif : recettes pétrolières en baisse ; fragilisation des équilibres macroéconomiques

Amélioration des infrastructures de transport ; réduction des délais de livraison ; fluidification du commerce

Cette note reflète la force relative de l'économie (croissance du PIB, faible déficit) face aux risques d'instabilité politique et de gouvernance qui pèsent sur les perspectives à long terme.

Le projet Camtext représente un investissement majeur de 274 millions d'euros qui devrait créer environ 15 000 emplois directs et indirects, tout en réduisant la dépendance aux importations textiles du Cameroun

## Analyse PESTEL

*Le Cameroun combine volontarisme public, résilience macroéconomique et fragilités structurelles. Le risque pays demeure contenu à court terme, mais dépend fortement de l'effectivité des réformes annoncées.*

### Politique

- Renforcement du rôle de l'État avec des priorités axées sur l'investissement, les TPE/PME, l'emploi des jeunes et la lutte contre la corruption.
- Reprise de contrôle des secteurs stratégiques (énergie avec ENEO), traduisant une volonté de souveraineté économique.
- Stabilité institutionnelle relative, mais risques de gouvernance persistants, reflétés par la perspective négative de Fitch.

### Economique

- Pression accrue sur les finances publiques, marquée par un fort recours à l'endettement et une baisse attendue des recettes pétrolières.
- Déséquilibres sectoriels : crise du

secteur bananier, tensions dans la filière sucre, mais relance industrielle envisagée via le coton-textile.

- Inflation modérée mais socialement sensible, concentrée sur l'alimentaire et le transport.

### Social

- Fragilisation du pouvoir d'achat et montée des risques sociaux, malgré des mesures ponctuelles de stimulation de la consommation.
- Priorité affichée à l'inclusion sociale, notamment pour les jeunes, les femmes et les zones rurales.

### Technologique

- Réduction progressive de la fracture numérique grâce à l'extension de la 3G en zones rurales.

- Concentration accrue du marché télécoms, avec la domination d'Orange.

### Environnemental

- Vulnérabilité des filières agricoles face aux contraintes structurelles et climatiques.
- Enjeux énergétiques majeurs, entre sécurisation de l'offre et modernisation des infrastructures.

### Légal / Réglementaire

- Durcissement du cadre prudentiel bancaire, favorisant la solidité du système mais au prix d'une concentration accrue.
- Attentes élevées autour des réformes du climat des affaires, notamment du code des investissements.



# ateliers

## MEDIA INTELLIGENCE

*Transformez vos informations en insights*

### Nos ateliers pour booster vos performances

- Media planning / stratégies de diffusion assistée par IA
- la veille stratégique/intelligence de marché assistée par IA
- Social media listening/ suivi et analyse de la performance médiatique assistée par IA
- Business research et études de marché assistés par IA

### Lieux de formation

Siège MEDIA INTELLIGENCE  
Siège-entreprise, en ligne et délocalisé

### Période de formation

Mars, mai, juillet, septembre, novembre, et période à votre disponibilité

### Secteurs ciblés

- Banques et Institutions Financières
- Télécommunications
- Industrie Agroalimentaire
- Secteur Minier et Énergétique
- Institutions Publiques et parapubliques
- ONGs et Organisations Internationales
- Startups et PME en croissance

### Profils ciblés

- Directeurs de Communication et Marketing
- Responsables Relations Publiques
- Community Managers et Digital Marketers
- Directeurs Généraux et Responsables Stratégie
- Consultants en Communication
- Etudiants



Yaoundé, Elig-Essono  
Immeuble SCB face Entrée de la Gare, porte 105

+237 677431013  
+237 697183399



## Donnez de la visibilité à votre marque



+237 677431013  
+237 697183399

# FOCUS

DE LA REDACTION

# eneo nationalisée

# 95%

C'est la part que possède désormais l'Etat du Cameroun au sein du distributeur national d'électricité

L'État du Cameroun a racheté à Actis 95% du capital d'ENEO pour environ 78 milliards FCFA, mettant fin par anticipation à la concession privée alors qu'il restait encore plusieurs années de contrat. La transaction est présentée par le gouvernement comme une étape indispensable pour lancer un plan d'urgence de stabilisation du système électrique.

ENEO traînait une dette globale estimée à environ 800 milliards FCFA fin 2024, dont une large part vis à vis de fournisseurs publics (SONATREL, EDC, SNH/Tradex, SONARA, ARSEL). Le ministère de l'Eau et de l'Énergie qualifiait déjà ENEO de « risque budgétaire » pour l'État, compte tenu de son incapacité à couvrir ses charges opérationnelles et à honorer ses engagements. La feuille de route gouvernementale comprend :

- **Le refinancement/reprofilage de la dette d'ENEO** pour restaurer de la liquidité et sécuriser les paiements aux producteurs (Nachtigal, Kribi, Memve'ele) et à SONATREL ;
- **Un diagnostic complet et un plan de restructuration d'ici 2026**, incluant la discipline de facturation et de recouvrement,

en particulier vis à vis des administrations publiques chroniquement débitrices.

Sur le plan macro budgétaire, la reprise d'ENEO transfère de facto le risque de défaut de l'opérateur vers le bilan de l'État, avec un potentiel d'alourdissement de la dette publique explicite ou implicite.

Pour les entreprises, l'enjeu principal reste la continuité et la qualité de l'alimentation électrique : la mise en service complète du barrage de Nachtigal et les réformes du transport (ouverture du segment de transport aux capitaux privés, remise en cause du monopole de SONATREL) sont censées réduire les coupures mais nécessitent des investissements lourds et une meilleure gouvernance sectorielle. Un échec de la restructuration d'ENEO retarderait ces investissements et prolongerait un environnement de délestages, de basse tension et de coûts d'autoproduction élevés (groupes électrogènes, solaire) pour le tissu productif.

5. Situation macro-economique

5.1. Conjoncture générale

La croissance est attendue à 4,3% en 2026, contre 3,9 % estimée en 2025. Cette performance serait soutenue par le secteur non pétrolier, qui continue d’afficher de bons indicateurs dans l’industrie, l’agriculture, les télécommunications et les services financiers. En revanche, le secteur pétrolier connaîtrait une légère contraction de -0,1 %. L’inflation, elle, reculerait à 3,0 % en 2026, après 3,2 % en 2025, traduisant un meilleur contrôle des tensions sur les prix.

Inflation & panier de consommation :

L’inflation se situe à 2,8% en octobre 2025. La hausse mensuelle de 0,3% est due à l’augmentation des prix des produits alimentaires.

- Monnaie & politique monétaire (BEAC) : Le taux directeur de la BEAC est maintenu à 4,5%. La BEAC a injecté 622 milliards de FCFA via les opérations d’open market en novembre pour soutenir la liquidité.



- **Fonctionnement des marchés (travail, biens, crédit) :** Le marché du travail reste sous pression (chômage des jeunes). Le marché des biens est affecté par les tensions inflationnistes sur l’alimentaire.

5.2. Facteurs de stress

- **Dépendance énergétique :** La renationalisation d’ENEO, bien que stratégique, crée une période

de transition et d’incertitude sur la capacité immédiate à résoudre les problèmes de délestages et de qualité de service.

- **Perturbations logistiques :** Les récentes grèves des transporteurs ont installé un climat de méfiance envers les autorités suite aux différents abus observés sur les différents axes routiers.

- **Climat social :** L’insécurité alimentaire et la pression sur les prix des denrées sont des facteurs de mécontentement social.

- **Contexte Sécuritaire Dégradé :** Les régions anglophones (Sud-Ouest, Nord-Ouest) avec des insurrections des séparatistes, l’Extrême-Nord (Attaques de Boko Haram) ; Impact : Entraves à l’activité économique, déplacements de populations, dépenses sécuritaires accrues



5.3 Indicateur clés

Prix à la consommation

En octobre 2025, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % par rapport à septembre. Cette hausse résulte principalement de la progression de 0,6 % des prix des produits alimentaires, en particulier des légumes, des huiles et graisses, ainsi que des viandes. Sur une moyenne des douze derniers mois, le taux d’inflation s’est établi à 3,7 %, confirmant la tendance à la baisse et rapprochant le Cameroun du seuil de convergence de la CEMAC, fixé à 3 %. Par rapport à septembre 2025, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 0,3% en octobre 2025, après une hausse de même ampleur le mois précédent. La progression des prix alimentaires résulte notam-

ment du renchérissement des légumes, des viandes, des huiles et graisses, ainsi que des poissons et fruits de mer. Les hausses les plus importantes ont été observées sur les légumes frais en fruits ou racines, en particulier les oignons, les tomates, les carottes et les poivrons.

Inflation

En glissement annuel, l’inflation s’est établit à 2,8% en octobre 2025, contre 2,8% en septembre et 4,5% en octobre 2024 (un an plus tôt). L’inflation varie considérablement d’une région à une autre, allant de 2,5% à Bertoua, à 4,8% à Bamenda. Les hausses les plus modérées s’observent à Bertoua (2,5%) et Garoua (3,0%), tandis que les plus fortes progressions

concernent Bamenda (4,8%), Ngaoundéré (4,3%), Bafoussam (4,2%) et Buea (4,0%).

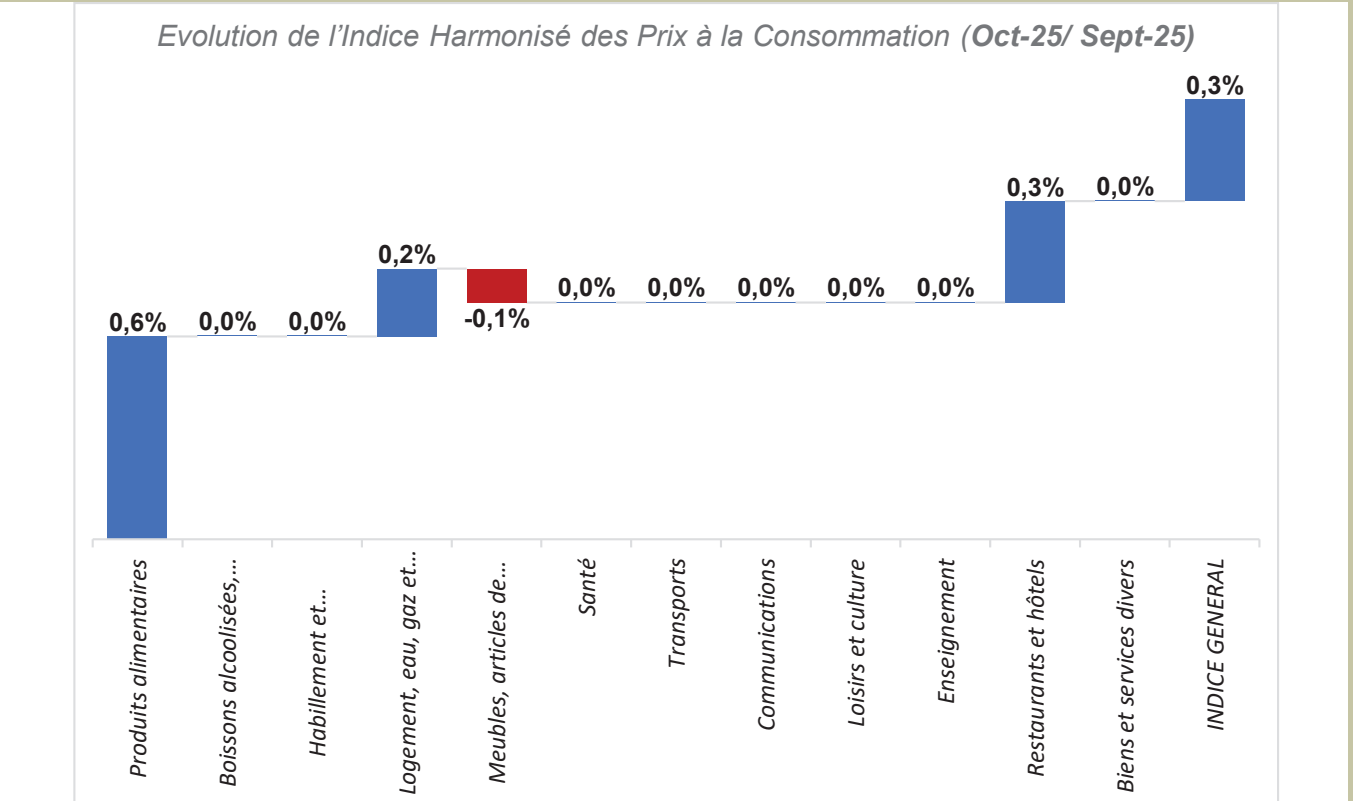
Prix des denrées et consommables :

**Cacao :** Selon le Système d’information des filières (SIF) piloté par l’Office national du cacao et du café (ONCC), le kilogramme de fèves se négocie depuis le 14 novembre 2025 entre 2 300 et 2 400 FCFA au port de Douala. En fin novembre, le kilogramme se situait à 2800 FCFA.

**Café :** ~2 061 FCFA/kg (Robusta) et ~ 4 516 FCFA/kg (Arabica).

**Carburant :** 840 FCFA/litre pour l’essence super et 828 FCFA/litre pour le gasoil

**Gaz :** 6500 FCFA pour 12,5 kg.



6. Analyse Sectorielle

6.1. Le secteur bancaire



Le secteur bancaire camerounais entre dans une phase de transformation structurelle majeure, catalysée par la décision de la COBAC de relever significativement les exigences de capital minimum. À partir de janvier 2026, les banques devront disposer d'un capital de 25 milliards FCFA, contre 10 milliards précédemment, tandis que les établissements financiers devront atteindre 4 milliards FCFA.

Cette réforme vise à renforcer la résilience du système financier, améliorer la capacité d'absorption des chocs macroéconomiques et réduire les risques systémiques. Toutefois, à court et moyen termes, elle introduit un risque élevé de consolidation : près de 77 % des banques actuellement en activité ne satisfont pas aux nouveaux seuils, exposant le secteur à des fusions-acquisitions, recapitalisations forcées ou sorties de marché.

6.2. Transports et logistique

Le secteur des transports et de la logistique bénéficie d'un soutien infrastructurel ciblé, notamment avec la relance de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, financée par un emprunt de 154 milliards FCFA. Ce projet est stratégique pour la fluidification des flux commerciaux, l'amélioration de la connectivité urbaine et la réduction des coûts logistiques, en particulier pour le fret aérien et les activités à forte valeur ajoutée.

Cependant, la dynamique sectorielle reste fragilisée par la hausse marquée des coûts de transport (+4,2 % sur un mois), principale-

ment liée à l'énergie, à la maintenance et à la vétusté partielle des équipements. Cette inflation sectorielle se répercute directement sur les prix à la consommation et sur la compétitivité des chaînes d'approvisionnement.

À court terme, le secteur affiche donc une trajectoire contrastée : des investissements structurants porteurs de gains de productivité à moyen terme, mais des tensions immédiates sur les coûts et les marges des opérateurs logistiques.

Risque sectoriel Faible.

Parallèlement, l'augmentation annoncée de l'endettement public (3 104 milliards FCFA projetés pour 2026) devrait soutenir l'activité bancaire via les émissions de titres publics, mais accentue le risque de crowding-out du secteur privé, dans un contexte de liquidité déjà contrainte. Le secteur reste donc pris entre renforcement prudentiel salubre et pression accrue sur la rentabilité et l'intermédiation.

Risque sectoriel allant de Faible à Modéré

6.3. Énergie & hydrocarbures



Le secteur énergétique connaît un tournant stratégique décisif avec la reprise d'ENEO par l'État camerounais, via le rachat des 51 % détenus par Actis pour 78 milliards FCFA. Ce changement de contrôle vise à rétablir la souveraineté énergétique, améliorer la gouvernance du secteur et accélérer les investissements dans la production et la distribution. En parallèle, la signature d'une convention entre la SNH et BGFI Bank Cameroun pour mobiliser 210 millions USD en faveur de la raffinerie CSTAR de Kribi constitue un levier majeur d'autonomie énergétique. Les retombées attendues sont significatives : réduction

6.4. Agro-industrie & marchés alimentaires

Le secteur agro-industriel traverse une phase de stress aigu, marquée par des chocs simultanés sur plusieurs filières clés. La chute de 45,5 % des exportations de bananes en novembre 2025 représente une crise majeure, affectant les recettes en devises, l'emploi rural et la compétitivité d'une des principales cultures d'exportation du pays. Dans la filière sucre, le lancement de la campagne 2025-2026 par la SOSUCAM met en évidence une insuffisance structurelle de l'offre locale (70-85 000 tonnes) face à une demande nationale estimée à

300 000 tonnes. Malgré la demande de suspension des importations, le risque de pénurie rend leur maintien probable, ce qui fragilise la rentabilité du producteur local.



En revanche, le projet Camtext, doté d'un investissement de 274 millions d'euros, ouvre des pers-

pectives positives dans la chaîne de valeur coton-textile. La transformation locale accrue et la création de 15 000 emplois constituent un levier de diversification industrielle, bien que les bénéfices soient attendus principalement à moyen et long terme. L'alerte de FEWS NET sur l'insécurité alimentaire (1,5 à 1,99 million de personnes) souligne des problèmes de disponibilité et d'accès, exacerbés par les perturbations logistiques et les risques climatiques.

Risque sectoriel Modéré

6.5. Télécommunications & numérique

Le secteur des télécommunications confirme sa dynamique de concentration, avec Orange Cameroun qui capte désormais 50,08 % des parts du marché mobile, creusant l'écart avec MTN. Cette position dominante renforce la capacité d'investissement du leader, mais pose des enjeux de concurrence effective et de régulation tarifaire. Malgré ses efforts, l'opérateur historique CAMTEL ne détient que 2,67 % des revenus mobiles. Parallèlement, la phase opérationnelle du projet d'électrification numérique

prévoit le déploiement de 328 sites 3G dans des zones rurales blanches, améliorant significativement la couverture et l'inclusion numérique. Ce programme soutient la digitalisation des services publics, l'éducation à distance et l'intégration économique des zones enclavées.

Le secteur demeure l'un des plus résilients de l'économie camerounaise, avec une croissance structurelle soutenue, bien que les investissements restent intensifs en capital.

Risque sectoriel Faible à modéré

6.6. Le commerce et la consommation

Le commerce et la consommation bénéficient d'un soutien conjoncturel saisonnier, avec le lancement des ventes promotionnelles de fin d'année dans la ville de Yaoundé et leur extension régionale. Ces initiatives stimulent la demande à court terme et soutiennent le commerce de détail et la grande consommation. Cependant, cette dynamique est contrebalancée par des pressions inflationnistes persistantes, notamment

sur les produits alimentaires (+0,6 %) et le transport. L'inflation se situe à 2,8 %, avec de fortes disparités régionales, continue d'éroder le pouvoir d'achat des ménages, limitant la consommation discrétionnaire.

Le secteur évolue ainsi dans un équilibre fragile entre stimulation ponctuelle de la demande et contraintes structurelles liées aux revenus réels.

Risque sectoriel Faible

## 7. Analyse des risques Economiques



### 7.1. Risques Immédiats

- Dégradation du service électrique post-rachat : La transition opérationnelle suite au rachat d'ENEO par l'État crée une incertitude sur la continuité de la qualité de service et la gestion des délestages vu les résultats décevants de la majorité des structures publiques et parapubliques.
- Pressions inflationnistes persistantes : Bien que l'inflation soit autour de 2,8 %, une hausse mensuelle de 0,3 % est observée en octobre, tirée par les produits alimentaires (+0,6 %) et les services de transport (+4,2 %).

### 7.2. Risques Intermédiaires

- Choc de consolidation bancaire :

La décision de la COBAC de relever le capital minimum à 25 milliards FCFA dès 2026 menace 77 % des banques actuelles, entraînant un risque élevé de fusions-acquisitions forcées, sorties de marché ou d'ouverture de capital.

- Crise de la filière agro-exportatrice : La chute brutale de 45,5 % des exportations de bananes en novembre 2025 fragilise les recettes en devises et la compétitivité du secteur.

- Déficit de l'offre sucrière : La production nationale (70-85 000 tonnes) est largement insuffisante face à une demande de 300 000 tonnes, accentuant la dépendance aux importations malgré les pressions de la Sosucam.

### 7.3. Risques Structurants

- Alourdissement de la dette publique : La reprise d'ENEO transfère une dette estimée à 800 milliards FCFA sur le bilan de l'État. Pour 2026, le pays doit mobiliser 3 104 milliards FCFA pour équilibrer son budget.

- Baisse des recettes pétrolières : La révision à la baisse des prix de référence du pétrole (66,94 USD/baril) pèse sur les équilibres macroéconomiques.

- Insécurité alimentaire : FEWS NET alerte sur une crise touchant potentiellement 1,5 à 1,99 million de personnes jusqu'en mai 2026.

## Opportunité du mois

### Le VTC comme niche d'opportunités

Le secteur des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC) camerounais entre dans sa plus forte période de croissance saisonnière avec l'arrivée des festivités de fin d'année 2025. De novembre à janvier, la demande de mobilité urbaine franchit des seuils historiques, alimentée par la migration annuelle des populations, les célébrations familiales et les événements de masse organisés dans les grandes métropoles. Pour Yango, leader incontesté du marché avec 150 000 utilisateurs

mensuels actifs depuis 2021, et pour les nouveaux entrants tels que ZGO et Gozem, cette fenêtre représente un potentiel de revenus de 11 à 18 milliards de FCFA en trois mois, soit une hausse de 50 à 100% par rapport à une année normale. Les revenus potentiels avec Yango au Cameroun varient, avec des chauffeurs pouvant viser jusqu'à 350 000 FCFA par mois, selon leur activité, mais des propriétaires de véhicules peuvent aussi gagner un revenu fixe en louant leurs voitures à des partenaires Yango (ex: 60

000 FCFA/semaine). Ces chiffres dépendent de facteurs comme les heures travaillées et la performance, et les gains peuvent être augmentés par des bonus, avec des paiements immédiats pour une meilleure gestion de trésorerie. Cependant, cette opportunité s'inscrit dans un contexte de charge fiscale croissante (+20% de taxe dès 2026) qui fragilise la viabilité des micro-entrepreneurs du secteur et teste la résilience du modèle économique des plateformes.



8. Recommandations manageriales

8.1. Pour le secteur public

- Assainissement d'ENEO : Prioriser le diagnostic complet et la discipline de facturation, notamment vis-à-vis des administrations publiques chroniquement débitrices, pour restaurer la liquidité.
- Accélération de l'autonomie énergétique : Finaliser la mobilisation des 210 millions USD pour la raffinerie CSTAR de Kribi afin de réduire les importations de carburants de 30 %.
- Soutien à la transformation locale : Concrétiser le projet Camtext pour transformer 50 % de la production de coton d'ici 2030 et créer 15 000 emplois.

8.2. Pour les entreprises

- Anticipation financière : Pour les banques et établissements financiers, engager immédiate-

ment des stratégies de recapitalisation ou de rapprochement pour se conformer aux nouvelles exigences de la COBAC.

- Gestion de l'énergie : Investir dans des solutions d'autoproduction (solaire, groupes électrogènes) pour pallier l'incertitude liée à la transition d'ENEO.
- Optimisation logistique : Intégrer la hausse des coûts de transport (+4,2 %) dans les prévisions budgétaires et explorer les opportunités offertes par la relance de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen.

8.3. Pour les ménages

- Arbitrage de consommation : Face à l'inflation alimentaire (+0,6 %), privilégier les ventes promotionnelles de fin d'année pour optimiser le pouvoir d'achat.
- Constituer un grenier : Anticiper d'éventuelles pénuries de produits de base ou inflations

des prix dans les régions du Sud Cameroun vu les récents mouvements des transporteurs.

8.4. Pour les investisseurs

- Opportunités technologiques : Cibler les projets d'infrastructure numérique, notamment le déploiement des 328 sites 3G en zones rurales. Prévoir l'entrée imminente de Starlink.
- Secteurs résilients : Privilégier les télécommunications, où Orange et MTN affichent une dynamique de croissance forte, malgré la domination d'Orange relative (50,08 % de parts de marché).
- Prudence sur la note souveraine : Prendre en compte le maintien de la note « B » avec perspective négative par Fitch, reflétant les risques d'instabilité à long terme.

9. Méthodologie D'analyse

Approche : PESTEL + Scenario Analysis

- PESTEL : Analyse systémique des 6 dimensions (Political, Economic, Social, Technological, Environmental, Legal).
- Scenario Analysis : 3 scénarios (Optimiste, Moyen, Dégradé) avec impacts.

Exploitation des sources

Sources primaires (terrain) : Agences de voyage, banques et microfinances, stations-service, marchés, entreprises & commerces et indicateurs internes du cabinet Media Intelligence.

Sources secondaires fiables

- Institutions nationales : INS, ART, BEAC, Agence Ecofin, MINFI, MINPOSTEL, MINEPAT, SCDP / SONARA.
- Médias & veille locale : Cameroon Tribune, Journal du Cameroun, ActuCameroun, SBBC, EcoMatin, Investir au Cameroun, MiMi Mefos News, Jeune Afrique, ...etc
- Institutions internationales : Banque Mondiale, FMI, FAO, ONU / UNDP, African Development Bank

PRÉSENTATION DE MEDIA INTELLIGENCE

**MEDIA INTELLIGENCE** naît du constat selon lequel les entreprises camerounaises et de la zone CEMAC en général évoluent dans un environnement particulièrement incertain. En effet, le constat déclencheur est que ces entreprises ne disposent souvent pas d'informations pertinentes, fiables et actualisées lors de la prise de décisions stratégiques – des décisions qui engagent fréquemment d'importants capitaux, ont un impact à long terme (généralement sur 3 à 10 ans) et sont difficiles, voire coûteuses, à inverser.

Premier cabinet camerounais spécialisé en veille stratégique, intelligence économique, media research, market research et competitive business intelligence, MEDIA INTELLIGENCE accompagne les dirigeants avec une expertise pointue, notamment dans les secteurs convergents des finances, des médias et des télécommunications. Présent à Yaoundé et Douala, avec un réseau étendu dans plusieurs pays de la CEMAC et au-delà, le cabinet transforme l'incertitude en avantage compétitif grâce à des analyses prospectives solides et des insights actionnables.

Parmi les décisions stratégiques cruciales que MEDIA INTELLIGENCE aide à éclairer, on peut citer notamment :

- **L'investissement dans un nouveau projet ou une nouvelle unité de production** (ex. : construire une usine de transformation agroalimentaire ou ouvrir une filiale dans un autre pays de la CEMAC).
- **L'entrée sur un nouveau marché ou le lancement d'un produit/service innovant** (ex. : une offre télécom 4G/5G ou mobile money dans une région sous-équipée).
- **La diversification des activités** (ex. : une entreprise de télécoms investissant dans la fintech ou les énergies renouvelables).
- **L'adoption de technologies disruptives** (ex. : l'automatisation ou la transformation digitale).

Dans un contexte marqué par des défis économiques, réglementaires et concurrentiels propres à la zone CEMAC, ces choix exposent les dirigeants à des risques élevés sans données fiables. C'est précisément pour accompagner les entreprises dans ces moments critiques que MEDIA INTELLIGENCE propose son expertise unique : fournir les outils, les études de marché approfondies et les insights nécessaires pour transformer l'incertitude en opportunités durables et rentables.

NOS SERVICES

VEILLE

L'offre de veille de Média Intelligence permet d'avoir en temps réel, les informations les plus pointues et les plus précises sur votre environnement concurrentiel (acteurs, produits, parts de marché, innovation, stratégie client, réglementation, etc.) afin d'impacter votre marché.

ÉTUDES

L'offre d'études permet d'identifier et de mesurer les tendances du marché, des produits et services (qualitativement et quantitativement). Nos stratégies personnalisées vous permettront d'accroître vos parts de marché.

FORMATIONS

Média Intelligence vous accompagne dans le processus d'accroissement de votre compétitivité par le renforcement des capacités de votre équipe en matière de veille.

ACCOMPAGNEMENT

Nos services d'analyse et de veille stratégique incluent la rédaction de livres blancs spécialisés, des analyses conjoncturelles approfondies des secteurs d'activité, la mise en place de cellules de veille économique et technologique, ainsi que l'organisation de conférences thématiques. Ces prestations permettent aux entreprises de disposer d'une vision éclairée de leur environnement concurrentiel et des tendances de marché pour optimiser leurs décisions stratégiques.

MEDIA INTELLIGENCE EN CHIFFRES

+300  
Projets conduits avec succès



+04  
Secteurs d'activités surveillés



+20  
Consultants et experts associés



+07  
Pays couverts

ILS NOUS FONT DÉJÀ CONFIANCE...



# ANNEXES

## Sigles et abréviations

**BEAC** : Banque des États de l'Afrique Centrale.

**CEMAC** : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

**ENEO** : Energy of Cameroon, société de distribution d'électricité.

**FCFA** : Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale.

**INS** : Institut National de la Statistique (Cameroun).

**ISO 20022** : Norme internationale pour l'échange électronique de messages entre institutions financières.

**OPIL** : Opérations d'Open Market (utilisées par la BEAC pour gérer la liquidité).

**PESTEL** : Analyse systémique des dimensions Politique, Économique, Social, Technologique, Environnemental, Légal.

## Niveaux de risques expliqués

### • Niveau de risque Faible

Risque jugé minime et maîtrisé. Le secteur évolue dans un environnement globalement stable, avec des fondamentaux solides et une exposition limitée aux chocs macroéconomiques, réglementaires ou opérationnels.

### • Niveau de risque modéré

Risque intermédiaire nécessitant une vigilance accrue. Le secteur présente des fragilités structurelles ou conjoncturelles, susceptibles d'être amplifiées par des facteurs externes (inflation, réglementation, accès au financement, dépendance aux importations, etc.).

### • Niveau de risque élevé

Risque significatif et potentiellement critique. Le secteur est fortement exposé à des chocs économiques, financiers, réglementaires ou opérationnels, avec une capacité d'absorption limitée.

## LA REDACTION

**Directeur de publication:** TANE Rostant, CEO MEDIA INTELLIGENCE

**Rédacteur en chef:** VANA ZOKOM Elie, Consultant Data chez MEDIA INTELLIGENCE

**Collecte et traitement des données:** VANA ZOKOM et DASSI MBOUWE Othniel, Consultant en Veille stratégique chez MEDIA INTELLIGENCE

**Infographie et Maquette:** NSENG'A Clément, infographiste chez MEDIA INTELLIGENCE

**Images et illustrations:** Freepick.com, Rfi.com, <https://www.investiraucameroun.com>



Yaoundé, Elig-Essono  
Immeuble SCB face Entrée  
de la Gare, porte 105

+237 677431013  
+237 697183399

